UNHCR
The UN Refugee Agency

MALI

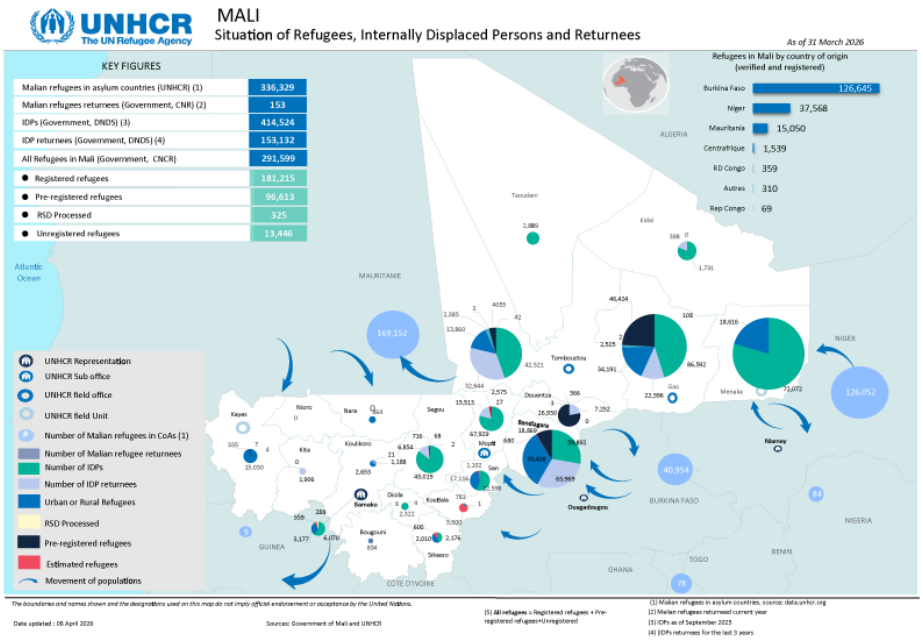
OPERATIONAL UPDATE

Trimestriel | Janvier–Mars 2026

STATISTIQUES / MAP au 31 MARS 2026

336,329	Réfugiés maliens dans les pays d'asile (UNHCR)
153	Réfugiés maliens de retour (Gouvernement, DNDS)
414,524	PDIs (Gouvernment, DNDS)
153,132	PDIs returnées (Gouvernment, CNCR)
291,599	Refugiés au Mali (Gouvernement, CNCR)
13,446	Réfugiés non enrégistrés

Chiffres clés sur les déplacements de populations



Principales réalisations

	4 962 Réfugiés enregistrés biométriquement par la Commission nationale pour les réfugiés (CNCR) et le HCR.		**12** Salles de classes construites pour environ 900 élèves refugies, déplacés internes et populations hôtes.		**1 100** Personnes ont bénéficié de séances de sensibilisation sur les violences basées sur le gendre dans plusieurs localités.
NFI	**562** Ménages ont reçu de l'assistance cash pour l'achat des articles non alimentaires		**300** 300 ménages réfugiés ont reçu des abris d'urgence. réduisant leur exposition		**3 228** Individus sensibilisés aux conséquences de la migration irrégulière et aux procédures de demande d'asile au Mali.

Distribution des cartes d'identités de réfugiés dans la région de Gao Photo : HCR Mali

Contexte Opérationnel

Au premier trimestre 2026, le contexte opérationnel au Mali a continué d'être marqué par des besoins humanitaires persistants liés au contexte sécuritaire volatile dans certaines régions et une pression accrue sur les services de base dans les zones d'accueil. Face à cette situation, la réponse du HCR et de ses partenaires s'est articulée autour d'une approche multisectorielle combinant enregistrement et documentation, protection, éducation, santé, abris, assistance en espèces et appui aux moyens d'existence. Les réalisations enregistrées au cours de la période témoignent à la fois du renforcement de l'accès aux droits et aux services essentiels pour les réfugiés, demandeurs d'asile, personnes déplacées internes et communautés hôtes, ainsi que des efforts soutenus en faveur de l'autonomisation, la cohésion sociale et de solutions plus durables dans plusieurs localités du pays.

Principales réalisations dans les Secteurs

Enregistrement et documentation

De janvier à mars 2026, un total de 4 962 personnes (2 963 femmes et 1 999 hommes), réparties dans 1 818 ménages, ont été enregistrées biométriquement, contribuant au renforcement de la gestion des données, à l'identification des personnes relevant de la compétence du HCR et à une meilleure protection individuelle. En parallèle, 4 800 cartes d'identité de réfugié ont été distribuées aux réfugiés dans les localités de Bamako, Koulikoro, Gao, San et Bandiagara (Koro), marquant une avancée importante dans l'accès à la documentation civile et au renforcement de leur sécurité juridique. Cette distribution facilite l'accès des réfugiés aux services essentiels, aux procédures administratives ainsi qu'à l'exercice effectif de leurs droits. En outre, 3 102 personnes de nationalité burkinabè, réparties au sein de 1 201 ménages, ont été supprimées des bases de données à la suite de leur retour spontané dans leur pays d'origine.

Protection légale

Au cours de la période sous revue, une assistance individuelle en matière de protection a été apportée aux réfugiés et demandeurs d'asile.
Par ailleurs, dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale des droits des femmes (8 mars), une conférence-débat sur les droits des femmes et les droits des réfugiés a été organisée à Bamako à l'attention de 30 femmes réfugiées. Durant la période sous revue, 23 personnes ont été conseillées et orientées, concernant des préoccupations portant sur la documentation, la demande d'asile au Mali, la réinstallation, l'assistance médicale, le rapatriement volontaire, ainsi que l'accès à l'assistance en vivres et en articles non alimentaires. Par ailleurs, deux réfugiés mineurs ont obtenu des Titres de voyage conventionnels (TVC), délivrés par la Commission nationale chargée des réfugiés (CNCR), dans le cadre de leur réunification familiale avec leurs parents résidant en France.

Protection de l'enfance

Au cours de la période sous revue, la protection de l'enfance est restée l'un des axes prioritaires de l'intervention du HCR. À Koro, plus de 80 nouvelles naissances ont été identifiées et suivies au sein des populations réfugiées, tandis que les familles ont bénéficié d'un accompagnement dans les démarches d'enregistrement à l'état civil, contribuant ainsi à la prévention de l'apatridie. En parallèle, des activités de sensibilisation ont été menées à Koro, Gao et Ménaka afin de prévenir le mariage des enfants et de promouvoir la scolarisation des filles, renforçant ainsi la protection et l'inclusion des enfants les plus vulnérables. Par ailleurs, des centres de développement de la petite enfance (CDPE) ont été mis en place dans plusieurs cercles de la région de Tombouctou, contribuant à offrir aux jeunes enfants des espaces d'apprentissage et de protection adaptés.

Protection communautaire

La promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble est demeurée une priorité transversale des interventions du HCR durant la période. Des activités communautaires de salubrité, mises en œuvre en partenariat avec les associations de femmes dans le cadre de la Journée internationale des droits des

femmes, ont renforcé la participation communautaire, en particulier celle des femmes. À Tombouctou, les rencontres périodiques entre les différentes communautés au sein de la Cité Al Amal ont favorisé une meilleure gouvernance communautaire et contribuée à la prévention des risques de protection. Dans les régions de Gao et de Ménaka, les séances de sensibilisation communautaire menées dans le cadre des activités de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et des mouvements mixtes ont également renforcé la protection et la coexistence pacifique entre réfugiés, personnes déplacées internes et communautés hôtes.

Education

Le HCR et ses partenaires ont construit et équipé 12 nouvelles salles de classe dans quatre écoles (dont trois à Koro et une à Tombouctou), à raison de trois salles de classe par école. A Koro, ces salles de classe supplémentaires permettront de réduire la pression sur les écoles de la ville qui a accueilli un grand nombre de réfugiés en 2025. Ces réalisations contribuent à améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les enfants déplacés ainsi que pour les communautés hôtes.

Abris/NFI

Dans le secteur des abris et des biens non alimentaires, les conditions d'accueil et de protection des populations déplacées et de leurs communautés hôtes ont été sensiblement renforcées.

À Koro, la réalisation de 300 abris d'urgence et de 60 latrines au profit des familles d'accueil des réfugiés a contribué à réduire la pression sur les communautés hôtes, tout en favorisant un environnement plus digne, plus salubre et plus protecteur pour l'ensemble des personnes concernées.

Par ailleurs, à Bénibana (cercle de Koro), la construction de 120 abris semi-durables, réalisée à 60%, jette les bases d'un hébergement plus sûr et plus stable pour les ménages réfugiés. À San, plus de 560 ménages réfugiés ont bénéficié de kits non alimentaires, améliorant immédiatement leurs conditions de vie et leur capacité à répondre à leurs besoins essentiels.

Eau-Hygiène-Assainissement

Dans le cadre des actions de salubrité, d'assainissement et de gestion durable des déchets solides, des bacs à ordures ont été distribués à 562 ménages réfugiés et déplacés internes dans la commune de San, contribuant à promouvoir l'hygiène communautaire et la protection de l'environnement.

Violences Basées sur le Genre (VBG)

Au cours du premier trimestre 2026, les actions de prévention, de réponse et d'atténuation des risques liés aux violences basées sur le genre ont été renforcées, parallèlement à l'intensification de l'identification et de la prise en charge des personnes à besoins spécifiques (PBS) dans l'ensemble des zones d'intervention, notamment à Gao, Ménaka, Kidal et Bandiagara. Parmi les cas de VBG signalés dans la zone de couverture, 17% ont été documentés et pris en charge à Koro et Douentza, 48 % ont fait l'objet de références à Gao, Ansongo, Ménaka et Kidal, tandis que 35 % ont été enregistrés au One Stop Center de Ménaka, où ils ont tous bénéficié d'une prise en charge, incluant des références complémentaires et la distribution de kits de dignité. En parallèle, des activités de sensibilisation ont été conduites dans plusieurs localités, touchant plus de 1 100 personnes.

Santé

L'accès aux soins de santé a été renforcé, en particulier dans la zone de Koro, grâce au référencement des cas vulnérables vers les centres de santé communautaires, les structures de Médecins Sans Frontières et les hôpitaux de référence, ainsi qu'au renforcement des activités de santé mentale et de soutien psychosocial). En outre 17 lampadaires solaires ont été installés dans la cour du Centre de Santé de Référence de Koro, une intervention qui a permis d'améliorer la sécurité du site, l'accès des patients aux services et les conditions globales de prise en charge.

Livelihoods

À Koro, l'appui apporté à trois groupements réunissant plus d'une centaine de personnes, ainsi qu'à 103 activités génératrices de revenus individuelles dont 10 dans des corps de métier (mécanique, menuiserie, saponification, coupe-couture etc) et 93 dans le petit commerce a contribué à renforcer les moyens d'existence et les perspectives d'autonomisation économique des personnes concernées. Les séances de sensibilisation menées au profit de 55 bénéficiaires ont, pour leur part, permis de promouvoir une meilleure cohésion familiale et une gestion plus responsable des revenus. En parallèle, l'accompagnement administratif fourni à huit organisations communautaires a abouti à l'obtention de leur récépissé officiel, renforçant ainsi leur reconnaissance formelle, leur structuration et leur capacité d'action. Sur le site de Kénéwé, la remise de trois moto-tricycles et d'une machine hydraform au comité d'eau, d'hygiène et d'assainissement et à un

groupement spécialisé, combinée à une formation pratique de dix jours au bénéfice de 40 membres réfugiés et membres de la communauté hôte a permis de consolider les capacités techniques locales, de soutenir les opportunités d'emploi et de favoriser la cohésion sociale autour d'activités productives partagées. À Tombouctou, les premières récoltes maraîchères enregistrées à la Cité Al Amal confirment le potentiel de ces initiatives pour améliorer l'autosuffisance des ménages et renforcer la sécurité alimentaire.

CBI

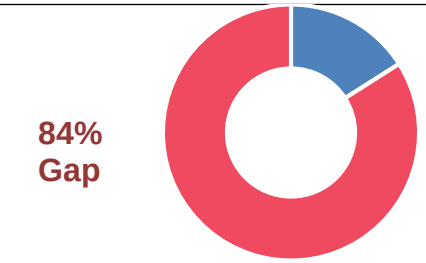
Au cours du premier trimestre 2026, plusieurs interventions d'assistance en cash ont été mises en œuvre à Bamako, Koro et Tombouctou, en appui à l'éducation, aux moyens de subsistance et à la couverture des besoins essentiels. À Bamako, l'assistance a principalement porté sur le secteur de l'éducation, avec la prise en charge des frais de scolarité et le versement des bourses du premier trimestre 2026 au profit de 41 étudiants réfugiés répartis entre les niveaux Licence 1, Licence 2 et Licence 3. À Koro, 112 personnes, incluant des groupements de femmes réfugiées et des membres de la communauté hôte, ont bénéficié d'une assistance en cash destinée à soutenir leurs moyens de subsistance. À Tombouctou, dans le cadre du peuplement de la cité Al Amal, une assistance en cash destinée aux articles non alimentaires a été apportée à 112 ménages, dont 108 ménages de personnes déplacées internes et quatre ménages des réfugiés. Cette intervention a contribué à améliorer leurs conditions de vie et à faciliter leur installation sur le site.

Mouvements mixtes

Au cours de la période, un total de 2 790 personnes en mouvement mixte hommes, femmes, garçons et filles ont été profilées dans les régions de Tombouctou, Gao et Ménaka. Ce travail de profilage a permis d'améliorer la compréhension des dynamiques migratoires dans ces zones fortement affectées par les déplacements.

Par ailleurs, 3 228 personnes, dont 1 291 hommes, 959 femmes, 435 garçons et 543 filles, ont été sensibilisées au cours de 108 séances organisées par une ONG partenaire du HCR. Ces sessions ont porté sur plusieurs thématiques essentielles, notamment le processus de détermination du statut de réfugié, l'importance de la documentation civile, le mandat du HCR, ainsi que les risques et conséquences des violences basées sur le genre. Ces activités visent à renforcer la protection et l'accès à l'information des populations en déplacement. En outre, 62 personnes (maliens et non-maliens) expulsées, dont 14 femmes, en provenance de l'Algérie et de la Mauritanie, ainsi que 15 personnes (maliens et non-maliens) refoulées, dont 4 femmes et une fille, en provenance de l'Algérie, ont été identifiées et référées vers les services compétents pour une prise en charge appropriée. Par ailleurs, 22 réfugiés (18 hommes et 4 femmes) ont été identifiés et enregistrés parmi les personnes en mouvement mixte. Enfin, 5 demandeurs d'asile ont bénéficié d'une assistance en matière de logement, de restauration, de transport et de santé.

Financement au 31 Mars 2026
USD 90,4 million requis par le HCR Mali en 2026



Le HCR remercie ses donateurs pour leurs généreuses contributions, qui ont fourni des fonds affectés et flexibles pour soutenir les opérations au Mali en 2026.

Merci aux donateurs

EU Echo | Allemagne | Italie | Japon | Luxembourg | Suède | USA | CERF | ECW | UNAIDS | Mastercard Foundation

Le HCR remercie les donateurs de fonds flexibles

Algeria | Armenia | Canada | Estonia | Finland | Iceland | Kuwait | Lithuania | Luxembourg | Malta | Monaco | Montenegro | New Zealand | Qatar | Republic of Korea | Serbia | Singapore | South Africa | Thailand | Private donors

Mahamadou Diallo, Assistant External Relations Officer, diallmah@unhcr.org, Tél : +223 79 34 00 41
Cheick Amadou Diouara, Associate Communication Officer, diouara@unhcr.org, Tel: +223 76 90 90 00
Links : **X (Twitter)**, **Facebook**, **Operational Data Portal**